



HAL
open science

Les "origines culturelles numériques" des révolutions arabes

Yves Gonzalez-Quijano

► **To cite this version:**

Yves Gonzalez-Quijano. Les "origines culturelles numériques" des révolutions arabes. Internet: Toward an International Cyberpolitics ?, Jan 2011, Paris, France. halshs-00615005

HAL Id: halshs-00615005

<https://shs.hal.science/halshs-00615005>

Submitted on 17 Aug 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LES « ORIGINES CULTURELLES NUMERIQUES »

DES REVOLUTIONS ARABES

Yves Gonzalez-Quijano*

Depuis les événements de Tunisie, et avec plus de vigueur encore après ceux de la place Tahrir, les tamtams médiatiques célèbrent la « révolution numérique » arabe. Avec la libération de Wael Ghonim, jeune directeur *marketing* de Google pour la région MENA (Middle-East Nord-Africa) devenu l'icône¹ d'un mouvement de protestation qui a provoqué la chute du président Moubarak, l'affaire est entendue : il s'agit bien, au choix, d'une « révolution 2.0 » ou encore d'une « révolution Facebook ».

Internet, Facebook, ou encore Twitter, ces mots servent désormais de totems à toute une tribu de commentateurs qui découvrent les vertus démocratiques des peuples arabes après celles d'internet ! Après être restés, des années durant, aveugles aux unes comme aux autres, les voilà qui se font aujourd'hui les chantres des pouvoirs libérateurs du numérique.

¹« Wael Ghonim, nouvelle icône de la révolution égyptienne », *Le Monde*, 9 février 2011 (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/wael-ghonim-nouvelle-icone-de-la-revolution-egyptienne_1477199_3218.html ; avec des extraits vidéo d'entretiens sur la chaîne égyptienne Dream).

Et d'une manière si naïve qu'il en devient tentant de répondre à leurs discours enflammés par des analyses parfois outrageusement sceptiques².

Le rôle des spécialistes des sciences humaines n'est pas de se substituer aux commentateurs professionnels de l'actualité. Ils ont souvent tort, à quelques remarquables exceptions près³, de proposer des analyses sans bénéficier d'un minimum de recul temporel. Dès lors, on comprendra que ce qui suit est tout sauf une proposition d'interprétation définitive à propos des événements qui viennent de se dérouler, à quelques semaines d'intervalle, dans deux pays arabes. En conséquence, ces simples notes provisoires sont soumises à une exposition publique, non pas comme une *publication*, au sens qu'a pris ce terme depuis le développement de l'imprimerie, mais bien comme une *communication*, conformément aux meilleures traditions de la communauté scientifique lorsqu'elle accepte de soumettre, auprès de ceux qui en prendront connaissance *via* internet, aux commentaires, voire aux critiques...

UNE REVOLUTION... AU MOINS DANS LES ESPRITS !

Bien que ce ne soit pas notre objet à proprement parler, il convient de souligner d'emblée qu'il est imprudent, au moment où ces lignes sont écrites, de parler de révolution, dans le cas tunisien comme dans l'égyptien. Certes, Zine El Abidine Ben Ali, d'un côté, et Hosni Moubarak, de l'autre, ont abandonné le pouvoir aujourd'hui occupé par des instances en principe transitoires. Mais la question de la nature du régime à venir, et de l'éventuelle pérennité, sous une forme plus ou moins aménagée, des anciennes structures, reste posée. En d'autres termes, on ne sait pas encore s'il s'agit d'une *révolution*, au vrai sens du mot, ou d'une manière de coup d'Etat, de révolution de palais si l'on préfère. Dès lors qu'on

²Cf. E. Morozov, *The Net Delusion. How Not to Liberate the World*, Allen Lane, 2011.

³On pense notamment à Olivier Roy et à son texte, « Des révolutions post-islamistes », *Le Monde*, 12 février 2011.

s'interroge sur le rôle joué par les techniques de communication modernes d'une manière générale – car le rôle des télévisions satellitaires ne doit pas être sous-estimé, on y reviendra –, et sur celui des technologies associées à internet en particulier, cette interrogation sur la véritable nature des transformations politiques n'est pas seulement rhétorique. En effet, il faudrait déjà en savoir davantage sur la formule politique qui sera finalement adoptée dans ces deux pays pour évaluer la nature proprement *révolutionnaire* de changements que les flux numériques d'information ont probablement contribué à rendre possible.

Sur ce dernier point, en revanche, on avance sur un sol un peu plus solide. Pour la plupart des observateurs, les « nouveaux médias » ont rempli, dans les deux cas, un rôle important quant au succès de la mobilisation populaire. Il reste, bien entendu, à évaluer de manière plus précise ce rôle, autour de phases particulières, de fonctions différentes, de supports variables. Mais, avant cela, il faut tout de même prendre le temps de s'arrêter à ce premier constat : dorénavant, on prend au sérieux une affirmation qui, il y a quelques années à peine, suscitait bien des sourires. Non seulement parce que nombreux étaient ceux qui considéraient que l'hypothèse d'un impact des nouvelles technologies de la communication sur les réalités politiques relevait de la politique fiction, mais plus encore parce que le sens commun avait beaucoup de mal à se faire à l'idée que de tels développements puissent concerner, dans un avenir plus ou moins proche, les sociétés du monde arabe.

A l'évidence, les événements qui peuvent ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire de cette région ont déjà profondément modifié le regard que le monde extérieur, et les pays européens en particulier, portent sur ces populations. Quelle que soit la destinée de leurs mobilisations, Tunisiens et Egyptiens auront déjà réussi à briser le mur des représentations toutes faites, en vertu desquelles ils semblaient condamnés, pour longtemps encore, à rester en dehors de l'histoire et en marge des processus démocratiques. Sans présager encore une fois de l'issue de leur combat, les manifestants tunisiens et arabes ont prouvé

l'affligeante sottise de prétendues analyses postulant l'incompatibilité de la « culture arabo-musulmane » et de la modernité. Après tant de rapports dissertant savamment sur « l'absence totale de la moindre manifestation d'une révolution de l'information en cours dans le monde arabe⁴ » un tel changement de perspective est bon à prendre pour tous ceux qui se sont efforcés, depuis nombre d'années, de faire valoir d'autres lectures, en soulignant au contraire la vitalité de sociétés de plus en plus rapidement et massivement gagnées par « l'acculturation au numérique⁵ ». Désormais, on a même envie d'aller plus loin en s'associant aux réflexions d'un Georges Corm pour affirmer que « la rue arabe sert de modèle au Nord⁶ », y compris pour ce qui est de la compréhension de la « cyberpolitique ». On imagine spontanément que les changements sociaux et politiques liés à l'essor des TIC concernent au premier chef les sociétés postindustrielles ; deux pays du monde arabe nous rappellent que l'innovation politique peut surgir des périphéries. Voilà bien une vraie révolution dans les esprits !

TUNIS, LE CAIRE : L'IMPOSSIBLE ENDIGUEMENT DES MEDIAS NUMERIQUES

Méconnu il y a peu encore, le dynamisme des techniques numériques dans le monde arabe est d'autant plus frappant que cet essor a été tardif, pour toutes sortes de raisons, certaines techniques, d'autres, à l'évidence, politiques⁷. Mais avec l'entrée, symbolique à plus d'un titre, de l'Arabie saoudite sur le réseau mondial à la fin du XX^e siècle, un palier décisif a été franchi. En l'espace d'une décennie, le monde arabe aura été traversé par trois grandes vagues numériques : la première, plutôt institutionnelle, a été surtout portée par la presse

⁴Parmi bien d'autres, voir par exemple le rapport publié par G. E. Burkhart et S. Older pour la Rand Foundation sous le titre *The Information Revolution in the Middle East and North Africa* (California, Rand Foundation, 2003).

⁵Cf. Y. Gonzalez-Quijano et Ch. Varin (sous la dir. de), *La société de l'information au Proche-Orient. Internet au Liban et en Syrie*, Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph, 2006 <<http://www.cemam.usj.edu.lb/sipo/files/publications.htm>>.

⁶G. Corm, « Quand la rue arabe sert de modèle au Nord », *Le Monde*, 11 février 2011 <http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/11/quand-la-rue-arabe-sert-de-modele-au-nord_1478635_3232.html>.

⁷Y. Gonzalez-Quijano, « La révolution de l'information aura-t-elle lieu ? Les enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le monde arabe », *Politique étrangère*, janvier-mars 2002 <http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_02_Gonzalez_Quijano.pdf>.

durant la seconde moitié des années 1990 ; plus tard est venue celle des blogs, puis celle des réseaux sociaux de type Facebook, toutes deux étroitement associées aux premières protestations sociales utilisant les ressources internet, notamment en Egypte⁸. Une évolution foudroyante dont on peut saisir l'importance à travers une statistique récente⁹ indiquant, il y a quelques mois à peine, que les utilisateurs arabes de Facebook étaient désormais plus nombreux que les lecteurs de la presse quotidienne (sous sa forme imprimée, bien entendu !)

Comme partout ailleurs, la jeunesse arabe est particulièrement attirée par les nouveaux moyens de communication. Et comme ces pays n'ont pour la plupart effectué leur transition démographique que récemment¹⁰ (la moitié des quelques 200 millions d'Arabes a moins de 20 ans), les conséquences sociales et politiques de la très rapide dissémination des TIC sont plus spectaculaires encore. Surtout dans le contexte très particulier de l'histoire récente de la région, marquée par d'importantes mutations socioéconomiques (urbanisation, scolarisation, dénationalisations, globalisation et même « néocolonisation »...) qui rendent douloureuses toutes les inévitables *transitions*, la numérique tout autant que la démocratique, l'une et l'autre ayant pour particularité de mettre à mal les ressorts sociaux d'une indispensable *transmission* entre les générations.

Même s'il est plus facile de le dire aujourd'hui qu'hier, on retrouve donc bien dans les sociétés arabes contemporaines tous les ingrédients d'une déflagration pour laquelle on considère que les nouvelles conditions de la production et de la circulation de l'information ont pu jouer le rôle de mèche... Alors que l'histoire de ces événements assez extraordinaires – au sens étymologique du terme au moins – est loin d'être écrite, on peut malgré tout

⁸Y. Gonzalez-Quijano, « Joyeux anniversaire 08 M. Moubarak ! » <<http://cpa.hypotheses.org/249>>.

⁹Cf. C. Malin, « 15 Million MENA Facebook Users », *Spoton*, 24 mai 2010 <<http://www.spotonpr.com/mena-facebook-demographics/>>. Plus encore qu'ailleurs peut-être, les données statistiques sur les usages du numérique dans le monde arabe méritent d'être appréciées surtout comme de simples indications. En Syrie par exemple, où il est pourtant resté officiellement inaccessible entre 2007 et début février 2011, Facebook n'en compte pas moins des centaines de milliers d'utilisateurs, à commencer par le président Bachar el-Assad qui possède sa page officielle.

¹⁰Cf. E. Todd et Y. Courbage, *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, 2007.

suggérer quelques pistes d'interprétation, en commençant par un rappel, probablement nécessaire lorsqu'on n'est pas familier de la scène numérique arabe. Chacune à sa manière, la Tunisie de Ben Ali et l'Egypte de Moubarak représentaient, il y a peu encore, l'excellence locale en matière de répression des nouvelles technologies ; l'une et l'autre illustraient en quelque sorte le savoir-faire arabe vis-à-vis de la gestion des menaces de déstabilisation que des pouvoirs autoritaires peuvent associer aux échanges sur internet ! Hôte improbable, tant elle s'était déjà engagée sur la voie d'une répression toujours plus grande des médias anciens et nouveaux, du Sommet mondial sur la société de l'information en 2005, la Tunisie de Ben Ali fut également, dès 1991, le premier pays africain connecté au réseau des réseaux. Quant à l'Egypte de Moubarak, premier pays arabe à se doter, en 1999, d'un ministère de la Communication et des technologies de l'information, la publication régulière de rapports officiels, par exemple sur la blogosphère locale¹¹, montre, s'il en était besoin, que le pouvoir égyptien avait pleine conscience de leurs enjeux politiques.

Bien entendu, la chute des deux chefs d'Etat révèle les limites du savoir-faire des régimes concernés en matière de répression informatique¹² ; il ne faudrait pas croire pour autant à la toute-puissance des militants de l'internet qui, sur les deux scènes, partagent d'ailleurs un certain nombre de traits communs. Au regard de la concordance temporelle des événements, on a pu lier les soulèvements tunisien et égyptien aux « fuites » de Wikileaks. A la vérité, ce type d'explication en dit plus sur les questionnements des observateurs (occidentaux) du Net que sur les pratiques des internautes arabes. Sans grand risque d'erreur, on peut considérer que les « révélations » de Wikileaks étaient largement en deçà de ce que l'opinion publique, dans les deux pays, reprochait de longue date à ses dirigeants.

¹¹Markaz al-ma'lûmât wa da'm itikhâdh al-qarâr, *Al-mudawwanât al-misriyya: fadhâ' ijtimâ'î jadîd* [Les blogs égyptiens : un nouvel espace social], III/17, mai 2008 <www.idsc.gov.eg>.

¹²La place manque pour entrer dans les détails mais le système de surveillance, techniquement sophistiqué (logiciels de surveillance, captation des mots de passe des cyberdissidents...), impliquait également d'importants investissements en hommes, avec des services spécialisés dans le suivi du réseau, et des réseaux sociaux, tant en Tunisie qu'en Egypte.

De toute manière, bien peu de « révélations » inédites pouvaient être mises au jour par Wikileaks et ses pareils, y compris dans un paysage internet par ailleurs très largement verrouillé. En effet, l'un des principaux enseignements des renversements des chefs d'Etat tunisien et égyptien est bien de montrer qu'un contrôle total des circulations numériques est désormais un rêve hors de portée des dictatures les plus sévères¹³. Malgré une stricte police de l'information, les populations de Tunisie et d'Egypte savaient manifestement à quoi s'en tenir à propos de leurs régimes respectifs. En définitive, la fermeture des circuits ordinaires de circulation des nouvelles aura surtout contribué, dans ces deux pays comme partout où des limitations sont de mise, à la multiplication des procédures de contournement par des utilisateurs de plus en plus avisés. Des canaux de substitution auront été mis en place, tel Facebook, réseau social rapidement transformé par ses utilisateurs locaux en plate-forme d'information et qui aura joué un rôle considérable en Tunisie pour la circulation des mots d'ordre lors des affrontements contre les forces de l'ordre. Tout comme en Egypte, on constate le remplacement des « anciens » outils d'internet devenus trop vulnérables ; les blogs, canal d'expression pour la première génération d'activistes du web¹⁴, ont été remplacés par les réseaux sociaux de la « génération Facebook », eux-mêmes supplantés par les micro-messages de type Twitter.

Toutefois – et c'est une autre leçon d'importance –, les cas tunisien et égyptien montrent également l'intrication, de plus en plus serrée, des supports et des réseaux, des logiciels et des standards, et en définitive des langages et des usages. S'il est une illustration parlante de phénomènes en partie inattendus de *convergence* dans l'univers strictement numérique, c'est bien les passerelles développées à la hâte par les sociétés Google et Twitter pour permettre aux Egyptiens d'échanger des micro-messages via le réseau téléphonique traditionnel. Mais tout aussi parlant, et sans doute plus efficace en termes d'information et de

¹³Tout au moins dans le contexte de pays dont la « masse critique », à la différence de la Chine par exemple, est d'autant plus insuffisante pour imposer une sorte de survie autarcique que leur système de communication est interconnecté à d'autres, celui du monde arabe principalement, mais également celui des diasporas émigrés à l'étranger.

¹⁴Cf. Y. Gonzalez-Quijano, « Le nouveau 'divan des Arabes' », <<http://cpa.hypotheses.org/172>>.

capacité mobilisatrice (en tout cas dans le contexte actuel) est le maillage réalisé par une chaîne telle qu'Al-Jazeera entre ses ressources traditionnelles en tant que canal d'information satellitaire et les nouveaux flux numériques des réseaux sociaux (vidéos d'amateurs et micro-messages notamment). Sur un modèle en définitive adopté par tous les organes « classiques » d'information, oublieux de leurs préventions contre les *inputs* de sources non professionnelles, l'occupation de la place Tahrir au Caire, plus encore que les affrontements dans les rues de Tunis, a montré qu'il y a désormais une telle *fluidité* dans les flux d'information qu'il est vain d'espérer les endiguer, y compris, comme l'ont tenté les autorités égyptiennes en ajoutant à la censure ordinaire et même aux attaques contre les représentants des organes de presse présumés hostiles la fermeture quasi totale, et de toute manière rapidement intenable, de l'ensemble du système de communication national (coupure d'internet et des réseaux de téléphone portable au plus fort des protestations). Malgré tout, et quel que soit le très réel développement des réseaux sociaux (les usagers tunisiens de Facebook représenteraient 18 % de la population totale...), le point central de la nébuleuse informationnelle, au moins pour la grande masse des acteurs capables d'être mobilisés pour créer des rapports de force sur le terrain, c'est encore la télévision et, au sein du paysage numérique actuel, Al-Jazeera.

Les TIC, sans doute, mais rien de plus !

Dans les événements qui ont eu pour théâtre les rues de Tunisie et d'Egypte, plus d'un indice signale le rôle qu'ont pu jouer dans la séquence des événements les TIC en général, et les réseaux sociaux en particulier. Néanmoins, et même si elles semblent parlantes, des expressions comme « révolution Facebook », ou « Twitter » sont probablement malheureuses et même trompeuses. Tout d'abord parce que les révolutions, comme se sont plu à le rappeler certains sceptiques, ne se font pas sur les écrans des portables, quels que soient leurs formats, mais bien dans la rue, là où se mesure, très physiquement,

l'affrontement entre des forces antagonistes. Mais également, et de manière un peu plus subtile, parce que la raréfaction, et par moment même la quasi disparition des flux d'information, à commencer sur internet, n'ont pas empêché la montée en puissance des mobilisations qui ont fini par emporter les dirigeants tunisien et égyptien. Un argument auquel on peut toutefois répondre en reprenant la métaphore de la mèche, décisive dans un premier temps – celui de la construction par les médias numériques d'une mobilisation –, mais par la suite inutile dès lors qu'a pris l'incendie de l'insurrection généralisée¹⁵.

Avec une telle argumentation, on continue cependant à se situer au sein du champ politique, entendu au sens le plus étroit du terme, alors qu'on peut imaginer que les conséquences de la diffusion dans le corps social des technologies numériques se font sentir différemment. C'est également le cas de la plupart des analyses, par exemple à propos de la blogosphère arabe¹⁵, dans la mesure où ces analyses interrogent le rôle mobilisateur des TIC en fonction des représentations traditionnelles du politique, lui-même appréhendé à partir de grilles d'analyse bien connues. Inévitablement, en découpant de cette manière le champ de la culture politique numérique, on prend le risque d'ignorer tout ce qui ne se moule pas dans les modèles éprouvés, tout ce qui dessine au contraire des configurations inédites. Si les événements de Tunisie et d'Egypte ont constitué, y compris pour les acteurs eux-mêmes d'ailleurs, une telle surprise, n'est-ce pas précisément le signe que les anciens outils de perception et d'analyse sont incapables de nous aider à lire les signes de la nouvelle culture de protestation numérique ?

Parler de « contagion démocratique » dans les sociétés arabes – expression par ailleurs exécrationnelle – pour décrire les mobilisations en cours n'apporte pas grand-chose sur le plan heuristique. La soudaineté des bouleversements qui semblent devoir continuer à se produire en divers points du monde arabe (voire islamique si l'on pense à l'Iran) incite naturellement à

¹⁵M. Lessard, « Internet et l'Egypte : qui contrôle qui ? », *OWNI*, 11 février 2011 <<http://owni.fr/2011/02/11/internet-et-legypte-qui-controle-qui/>>.

postuler que ces différentes scènes politiques, par ailleurs tellement différentes (quels points communs entre le petit émirat de Bahreïn par exemple et l'Algérie de Bouteflika ?) sont *travaillées* par les mêmes facteurs. Parmi ceux-ci, figurent les nouveaux flux numériques. Sans doute, mais rien de plus.

En effet, pour arriver à mieux penser les conséquences politiques de l'intensification des communications numériques, et des TIC en général, il faut peut-être commencer à ne pas en faire le point focal de la réflexion pour considérer au contraire qu'elles ne sont qu'un élément parmi d'autres dans l'enchaînement des causalités qui ont provoqué les récents événements en Tunisie et en Egypte. Plutôt qu'un passe-partout capable d'ouvrir toutes les portes des bouleversements en cours, l'essor d'internet et de ses différentes applications ne serait qu'une clé dans un trousseau qui en comporte bien d'autres telles que les progrès de l'éducation, l'urbanisation galopante de populations majoritairement très jeunes ou encore l'accélération de la diffusion de références culturelles exogènes...

Même si les réseaux sociaux ont connu une croissance exponentielle dans les sociétés arabes, ils ne semblent pas, aujourd'hui en tout cas, en mesure de concurrencer des médias plus classiques tels que la télévision. En revanche, ils s'y associent toujours davantage en créant une situation inédite, tant sur le plan des contenus véhiculés que des circulations des flux et de leur contrôle. Plus important – à moyen terme pensait-on jusqu'alors mais les événements actuels nous indiquent que les échéances ne sont peut-être pas si lointaines... – apparaissent désormais les conséquences sociales et politiques de l'utilisation massive par les jeunes classes arabes des TIC. Ces technologies favorisent en effet, en particulier dans la sphère des relations à l'Autre et à l'autorité politique, religieuse, familiale, des attitudes, des représentations, des pratiques toujours plus autonomes et individualisées qui rendent à l'évidence aujourd'hui impossible ou presque le maintien des anciennes formes de légitimité.

A l'image d'autres situations historiques marquées elles aussi par d'importantes ruptures sur le plan des pratiques de communication, et ici on pense naturellement à la Révolution française et à la place toute particulière qu'elle occupe dans l'histoire, on peut faire l'hypothèse, en paraphrasant Roger Chartier¹⁶, qu'il y a bien des *origines culturelles numériques* aux révolutions (?) tunisienne et égyptienne.

Yves Gonzalez-Quijano,
chercheur à Institut français du Proche-Orient, Damas.
Article également publié sur [http://cpa.hypotheses.org/
y.gonzalez@ifporient.org](http://cpa.hypotheses.org/y.gonzalez@ifporient.org)

¹⁶R. Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Le Seuil, 1990.